

La grève de la faim des sans-papiers, une ultime recherche de la justice

[S plus.lesoir.be/384951/article/2021-07-20/la-greve-de-la-faim-des-sans-papiers-une-ultime-recherche-de-la-justice](https://plus.lesoir.be/384951/article/2021-07-20/la-greve-de-la-faim-des-sans-papiers-une-ultime-recherche-de-la-justice)

20 juillet 2021

Par Par la Ligue bruxelloise pour la santé mentale

Le 20/07/2021 à 09:07

Cesser de manger et de boire constitue pour ceux que l'on qualifie trop vite d'illégaux une dernière tentative de mettre fin aux souffrances et à l'injustice, plaide la Ligue bruxelloise pour la santé mentale.



Mathieu Golinvaux

Depuis 2 mois, les appels se suivent et se ressemblent, pour les 475 personnes sans-papiers en grève de la faim. Et depuis 2 mois, la réponse donnée par le gouvernement est invariable : ces personnes sont dans l'illégalité et il faut réexaminer les dossiers au cas par cas. Chaque refus des autorités est vécu comme une douche froide et enfonce les personnes dans un sentiment d'impuissance et d'abandon.

Que faut-il avoir accumulé de souffrances dans une vie pour être acculé à une grève de la faim, pour qu'elle apparaisse comme la dernière alternative ? Lorsqu'on écoute leurs récits de vie, on constate que ces personnes vivent dans l'insécurité permanente, dans la

peur, à la merci de l'exploitation par autrui, dans une sorte de cul de sac où les choix qui leur sont proposés n'en sont pas. Le discours social pointe rarement ces souffrances, ces conditions de grande vulnérabilité et de précarité. Non, le discours politique préfère souligner leur statut d'illégaux. Etymologiquement, illégal signifie qui contrevient à la loi. Parler d'illégaux revient à considérer les personnes elles-mêmes comme contraires à la loi.

Des illégaux ? Il y a des délits et des crimes bien plus discutables sur le plan moral et judiciaire. De plus, il y a un temps de sentence pour tout délit sauf pour celui d'être illégal, exclusion sociale qui peut perdurer toute une vie pour soi et ses enfants.

Des illégaux ? Plutôt des hommes et des femmes qui pour certains, ont passé plus de la moitié de leur vie en Belgique. Qui ont fui l'oppression, le manque d'avenir, les maltraitements. Qui ont construit un semblant de vie en Belgique malgré le rejet et la précarité. Qui, pour des salaires de misère, nous livrent des repas, gardent des enfants, travaillent dans des arrière-cuisines, nettoient, maçonnerent... Une main-d'œuvre exploitée sans vergogne car ils sont assignés à une place de faibles, de vulnérables, sans défenses et sans droits. C'est le prix qu'ils paient pour leur « illégalité ».

Cette grève de la faim est, pour celles et ceux qui la mènent, une ultime tentative de mettre fin aux souffrances et à l'injustice.

En face, l'intransigeance politique s'appuie sur des arguments de droit, de fermeté à tenir face aux chantages, à l'appel d'air, aux comportements de rapports de force..., une argumentation qui oublie combien l'application de la procédure repose sur la suspicion généralisée et sur une interprétation arbitraire de chaque situation. D'où un contraste saisissant entre des textes de loi qui se veulent clairs et transparents et une application qui s'apparente plutôt à une grande loterie.

Lire aussi [Le gouvernement belge a reçu une lettre de recommandations de l'ONU sur les sans-papiers](#)

Un « affront supplémentaire »

Dans la même veine, l'appui psychologique aux grévistes proposé récemment par le secrétaire d'Etat est un affront supplémentaire. Il réduit la souffrance psychique des personnes à un problème strictement individuel. Les problèmes de santé mentale sont bien présents sur le terrain et les soins sont nécessaires. Mais l'offre psychologique disjointe d'une véritable négociation s'apparente à un détournement du soin : il ne s'agit pas de travailler avec les personnes à partir des conditions de leur vécu, mais de faire semblant que le problème est ailleurs. Ce dévoiement de la santé mentale, qui existe malheureusement déjà par ailleurs, trouve ici une concrétisation particulièrement heurtante.

A plus large échelle, l'affaire actuelle met en lumière la vacuité d'un type de discours politique éculé : « humain mais ferme », « humain mais juste ». Ici, « humain » sous-entend la mollesse, l'injustice. Ces formules cherchent à travestir des mesures aux

conséquences concrètes « inhumaines », surtout si elles penchent du côté de la contrainte. Face à de telles politiques, les citoyens peuvent-ils rester sereins ?

Cette affaire met aussi en lumière l'instrumentalisation de la souffrance : acceptable ou inaudible en fonction de qui en fait l'objet. L'inégalité face à l'empathie et à la solidarité nous renvoie l'image d'une collectivité à plusieurs vitesses, avec les in et les out. La situation des sans-papiers est d'ailleurs le révélateur d'inégalités croissantes encore dénoncées durant la crise covid, sans que jusqu'ici des solutions soient apportées.

Cette affaire met à l'épreuve notre dignité d'humains face à d'autres humains. Une dimension fondamentale de la psyché réside dans le rapport aux autres, dans notre capacité à reconnaître les autres comme nos semblables et à pouvoir leur témoigner cette reconnaissance par des interactions et des gestes qui respectent leur dignité en tant qu'êtres humains. Vivre dans une société où les attaques contre une telle reconnaissance sont ouvertement menées et justifiées, constitue une épreuve pour l'ensemble de la société : en refusant la reconnaissance à d'autres, nous abîmons notre propre dignité.

Cette affaire met enfin en lumière le cul-de-sac dans lequel bon nombre de politiques se retrouvent coincés. Nous assistons à des phénomènes inquiétants : des partis de la majorité qui lancent un appel à leurs collègues... via une carte blanche dans la presse. Un secrétaire d'Etat qui, à son tour par voie de presse, défend... son humanité personnelle et se plaint combien il est difficile d'être vu comme le « méchant ».

On constate donc le blocage profond au sein de la majorité, tant l'issue politique apparaît de plus en plus conditionnée à la défaite d'une des parties et donc à son humiliation. Un tel développement ne peut que conduire à ce que chacun rigidifie sa position, et empêche la recherche d'une solution par le haut pour tous.

En attendant, les grévistes sont en danger. Ils réclament une solution collective à un problème collectif. Il est plus que temps pour l'ensemble du gouvernement de s'impliquer sur ce dossier, et pour nous, d'entamer un véritable travail pour donner une vraie place aux personnes en exil. En tant que société humaine, nous méritons mieux que ça et nous pouvons mieux que ça.